



**PRÉFET  
DE LA MARNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Grand Est**

Service prévention des risques anthropiques  
1 Rue du Parlement  
BP 80556  
51000 CHALONS-EN-CHAMPAGNE

CHALONS-EN-CHAMPAGNE,  
le 5 novembre 2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 11/10/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**MEG**

ZI DE OIRY  
51530 Oiry

Références : D3 i 2024-926 (24-528\_0005701542\_OJ/AR)

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11 octobre 2024 de l'établissement MEG implanté Chemin des Ormissets à Oiry (51530). L'inspection a été annoncée le 17 septembre 2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- MEG
- Chemin des Ormissets 51530 Oiry
- Code AIOT : 0005701542
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société MEG a été autorisée à exploiter une activité de fabrication de carreaux en céramique par arrêté préfectoral d'autorisation du 10 octobre 1997 (AP n°97-A82IC du 10 octobre 1997) , modifié par l'arrêté préfectoral du 12 décembre 2008 (APC N° 2008-APC-182-IC 12 décembre 2008).

La société MEG à OIRY était spécialisée dans la fabrication industrielle de carrelage en grès cérame émaillé. Elle fait partie du groupe « Gambini Group » qui possède plusieurs usines en France et en Europe pour un effectif total de 350 personnes dont environ 70 personnes à Oiry.

La société MEG a été placée en liquidation judiciaire par jugement du 21 mai 2024. Ce jugement a désigné Maître Isabelle TIRMANT en tant que liquidateur judiciaire.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Mise à l'arrêt définitif et remise en état - site soumis à autorisation	Code de l'environnement du 08/07/2024, article R.512-39-1	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
2	Consultation sur l'usage futur	Code de l'environnement du 08/07/2024, article R.512-39-2	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
3	Installation IED - Remise en état	Code de l'environnement du 01/06/2022, article Article R.515-75	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Mémoire en réhabilitation	Code de l'environnement du 01/06/2022, article R.512-39-3	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

La société MEG à Oiry a cessé définitivement ses activités au printemps 2024. Par jugement du 21 mai 2024, la liquidation judiciaire de la société a été prononcée et Maître TIRMANT a été désignée liquidateur judiciaire. La cessation d'activité n'a pas été notifiée au préfet et les prescriptions en matière de cessation d'activité (R.512-39-1 à 3 du code de l'environnement) ne sont pas respectées. La cessation d'activité fait partie intégrante des obligations réglementaires de l'exploitant, afin de supprimer les risques que les installations présentent pour l'extérieur et pour les usages futurs des terrains où l'activité était exercée. En cas de défaillance de l'exploitant, les prescriptions s'adressent au liquidateur judiciaire. En tant qu'exploitant ès qualités (cf article L.641-9 du code de commerce), le liquidateur judiciaire a la responsabilité de répondre aux obligations de cessation d'activité. Les non-conformités relevées nécessitent des actions correctives sous des délais maîtrisés. En application de l'article L.171-8 du Code de l'environnement, un projet d'arrêté de mise en demeure a été préparé en ce sens.

### **2-4) Fiches de constats**

**N° 1 : Mise à l'arrêt définitif et remise en état - site soumis à autorisation**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 08/07/2024, article R.512-39-1
<b>Thème(s) :</b> Autre, cessation - notification
<b>Prescription contrôlée :</b>  I.-Lorsqu'il procède à une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1, l'exploitant notifie au préfet la date d'arrêt définitif des installations trois mois au moins avant celle-ci, ainsi que la liste des terrains concernés. Ce délai est porté à six mois dans le cas des installations mentionnées à l'article R. 512-35. Il est donné récépissé sans frais de cette notification. II.-La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues, ainsi que le calendrier associé, pour assurer, dès l'arrêt définitif des installations, la mise en sécurité, telle que définie à l'article R. 512-75-1, des terrains concernés du site. III.-Dès que les mesures pour assurer la mise en sécurité sont mises en œuvre, l'exploitant fait attester, conformément à l'avant-dernier alinéa de l'article L. 512-6-1, de cette mise en œuvre par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine. L'exploitant transmet cette attestation à l'inspection des installations classées. Le référentiel auquel doit se conformer cette entreprise et les modalités d'audit mises en œuvre par les organismes certificateurs, accrédités à cet effet, pour délivrer cette certification, ainsi que les conditions d'accréditation des organismes certificateurs et notamment les exigences attendues permettant de justifier des compétences requises, sont définis par arrêté du ministre chargé de l'environnement. IV.-Le cas échéant, la notification prévue au I inclut la demande de report prévue à l'article R. 512-39.
<b>Constats :</b>  La notification de cessation prévue au I de l'article R.512-39-1 précité n'a pas été réalisée. Celle-ci doit s'accompagner d'un calendrier décrivant les actions à mettre en œuvres ou prévues pour assurer la mise en sécurité, telle que définie à l'article R. 512-75-1, des terrains concernés du site. La mise en sécurité comporte notamment les mesures suivantes : 1° L'évacuation des produits dangereux et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, la gestion des déchets présents ; 2° Des interdictions ou limitations d'accès ; 3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion ; 4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement, tenant compte d'un diagnostic proportionné aux enjeux.  L'inspection a pu constater que les sources d'énergie étaient coupées sur le site, que le site était clôturé et que l'accès au site était limité par une barrière à l'entrée du site. Une société de gardiennage assure le gardiennage du site. Cette prestation n'est cependant pas pérenne. A ce stade seul le point 2° de la mise en sécurité est respecté.  Toutes les installations et équipements valorisables ainsi que les produits finis stockés sur site ont été rachetés et sont en attente d'enlèvement. De grande quantité de déchets sont encore sur le site. Leur quantité est difficilement quantifiable à ce stade. Aucun diagnostic n'a été réalisé.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant doit adresser à Monsieur le Préfet une notification de cessation d'activité accompagnée d'un échéancier des actions à mettre en œuvre pour assurer la mise en sécurité du site conformément à l'article R.512-36-1 précité.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 2 : Consultation sur l'usage futur**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 08/07/2024, article R.512-39-2
<b>Thème(s) :</b> Autre, Consultation sur l'usage future
<b>Prescription contrôlée :</b>  I.- Lorsque l'exploitant procède à une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1 et que le ou les usages des terrains concernés ne sont pas déterminés par l'arrêté d'autorisation, le ou les usages à considérer sont déterminés conformément aux dispositions du présent article et à la typologie des usages définie au I de l'article D. 556-1 A. II.- Au moment de la notification prévue au I de l'article R. 512-39-1, l'exploitant transmet au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme et aux propriétaires des terrains d'assiette des installations classées concernées par la cessation d'activité les plans du site et les études et rapports communiqués à l'administration sur la situation environnementale et sur les usages successifs du site, ainsi que ses propositions sur le ou les usages futurs qu'il envisage pour ces terrains. Il transmet dans le même temps au préfet une copie de ses propositions. Les personnes consultées notifient au préfet et à l'exploitant leur accord ou désaccord sur ces propositions dans un délai de trois mois à compter de la réception des propositions de l'exploitant. En l'absence d'observations dans ce délai, leur avis est réputé favorable. En cas d'avis favorable de l'ensemble des personnes consultées, l'exploitant informe le préfet et les personnes consultées du ou des usages futurs retenus pour les terrains concernés.
<b>Constats :</b>  L'usage futur du site n'est pas déterminé dans les arrêtés préfectoraux encadrant les activités du site (AP n°97-A82IC du 10 octobre 1997 et APCN° 2008-APC-182-IC 12 décembre 2008). La consultation sur l'usage futur conformément au point II de l'article R.512-39-2 susvisé n'a pas été réalisée.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant doit procéder à la consultation sur l'usage futur du site. Ce dernier doit être à minima comparable à celui de la dernière période d'exploitation, soit un usage industriel.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 3 : Installation IED - Remise en état**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/06/2022, article Article R.515-75
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Installation IED - Mise à l'arrêté définitif
<b>Prescription contrôlée :</b>  I. - Lors de la mise à l'arrêt définitif de l'installation et en vue de la remise du site dans son état initial, l'exploitant inclut dans le mémoire prévu à l'article R. 512-39-3 une évaluation de l'état de pollution du sol et des eaux souterraines par les substances ou mélanges dangereux mentionnés au 3° du I de l'article R. 515-59. Ce mémoire est fourni par l'exploitant même si cet arrêt ne libère pas du terrain susceptible d'être affecté à un nouvel usage. II. - Si l'installation a été, par rapport à l'état constaté dans le rapport de base mentionné au 3° du I de l'article R. 515-59, à l'origine d'une pollution significative du sol et des eaux souterraines par des substances ou mélanges mentionnés au I, l'exploitant propose également dans ce mémoire les mesures permettant la remise du site dans l'état prévu au deuxième alinéa du présent II. En tenant compte de la faisabilité technique des mesures envisagées, l'exploitant remet le site dans un état au moins similaire à celui décrit dans le rapport de base. Cette remise en état doit également permettre un usage futur du site déterminé conformément aux articles R. 181-43 et R. 512-39-2.
<b>Constats :</b>  La société MEG exerçait des activités relevant de la directive IED. A ce titre, les dispositions de la section 8 du chapitre V du code d'environnement, et en particulier l'article R.515-75 s'appliquent. Aucune évaluation de l'état de pollution du sol et des eaux souterraines par les substances ou mélanges dangereux mentionnés au 3° du I de l'article R.515-19 n'a été réalisée.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

**N° 4 : Mémoire de réhabilitation**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/06/2022, article R.512-39-3
<b>Thème(s) :</b> Autre, Mémoire de réhabilitation
<b>Prescription contrôlée :</b>  I.-Lorsqu'il procède à une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1 et que le ou les usages des terrains concernés sont déterminés, après application, le cas échéant, des dispositions de l'article R. 512-39-2, l'exploitant transmet au préfet dans les six mois qui suivent l'arrêt définitif un mémoire de réhabilitation précisant les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, compte tenu du ou des usages prévus pour les terrains concernés. Toutefois, ce délai peut être prolongé par le préfet pour tenir compte des circonstances particulières liées à la situation des installations concernées. Le mémoire comporte notamment : 1° Le diagnostic défini à l'article R. 556-2 ; 2° Les objectifs de réhabilitation ; 3° Un plan de gestion comportant : a) Les mesures de gestion des milieux ; b) Les travaux à réaliser pour mettre en œuvre les mesures de gestion et le calendrier prévisionnel associé, ainsi que les dispositions prises pour assurer la surveillance et la préservation des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, durant les travaux ; c) En tant que de besoin, les dispositions prévues à l'issue des travaux pour assurer la surveillance des milieux, la conservation de la mémoire et les éventuelles restrictions d'usages limitant ou interdisant certains aménagements ou constructions, ou certaines utilisations de milieux.
<b>Constats :</b>  A ce stade de la cessation, aucun diagnostic n'a été réalisé permettant la rédaction du mémoire de réhabilitation. Toutefois, les bâtiments n'ont pas encore été vidés. Une société a racheté l'intégralité des matériels, des machines et des produits valorisables et doit les évacuer. Le délai des six mois ne pourra pas être respecté pour délivrer l'attestation dite « MEMOIRE » conformément aux dispositions de l'article R.512-39-3 précité. La liquidation ayant été prononcée le 21 mai 2024, un délai supplémentaire de 6 mois peut être laissé à l'exploitant pour finaliser les diagnostics nécessaires à la production du mémoire en réhabilitation.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite